



LIMINAIRE au CDAS de Paris du 18 octobre 2018

Paris, le 18/10/2018

Monsieur le Président,

Les temps que nous vivons sont marqués par des reculs sociaux jamais atteints depuis des décennies. Le gouvernement en place s'attaque clairement aux fondamentaux de notre pacte républicain que sont le droit du travail, la protection sociale et le service public. Il affaiblit jusqu'à l'anéantissement tous les mécanismes de protection, de solidarité et aussi de contrôle et de régulation économiques et sociaux. L'exécutif entend finir et amplifier le travail commencé par ses prédécesseurs.

Emmanuel Macron l'a réitéré, il souhaite changer le pays et il le prouve depuis son élection. Pour les fonctionnaires, c'est tangible. Ils ont été maltraités lors des précédentes mandatures, ils seront laminés par celle qui s'engage : choix politique fort qui n'épargnera personne.

Depuis des années, Solidaires Finances alerte sur les dangers en cours. Le rapport du comité CAP 2022 en est la parfaite synthèse. Rarement un document d'une telle importance pour l'avenir de la Fonction Publique et pour celui des personnels ne se sera fait autant attendre.

Dans cette période difficile, SOLIDAIRES FINANCES a toujours de grandes ambitions en matière d'Action Sociale et ce malgré un contexte de rigueur budgétaire pour l'ensemble des agents de la Fonction Publique.

Nous rappelons une fois de plus que les agents publics subissent le blocage du point d'indice et de leurs rémunérations depuis trop longtemps, et que la situation ne va pas s'arranger. Les retraités vont être particulièrement impactés sur leur pouvoir d'achat.

Les sujets d'inquiétude ne manquent pas pour les citoyens en cette rentrée : pouvoir d'achat en berne, projet sur les retraites, refonte de notre système de santé ...

Concernant la Fonction Publique, les chiffres de suppression d'emplois sont connus (4 500) et les réformes prévues auront des conséquences sans précédent sur les missions de service public et sur la vie quotidienne des citoyens. Ces missions constituent le socle et sont le garant de notre pacte républicain : Liberté, Égalité et Fraternité. Mais qu'importe pour notre président, l'essentiel n'est pas là. Seule une réduction des dépenses de l'État et la présentation d'un budget plus équilibré à Bruxelles compte en faisant fi des préoccupations légitimes des concitoyens.

SOLIDAIRES FINANCES n'est pas dans cette philosophie et combattra toutes les décisions et réformes allant dans le sens de la casse du service public et sera aux côtés des agents de la fonction publique pour améliorer leurs conditions de travail au quotidien, celles-ci étant impactées très fortement par les suppressions d'emplois ainsi que leur condition de vie en général.

C'est pourquoi, SOLIDAIRES FINANCES exige une action sociale de proximité et de qualité au service de tous les agents, à hauteur de leurs besoins en rappelant que l'action sociale a pour rôle d'offrir à tous les agents publics (actifs et retraités, handicapés et valides) la possibilité de mieux vivre au quotidien leur vie professionnelle et familiale, d'accéder aux loisirs et à la culture, de contribuer à aider chaque agent à construire l'avenir de ses enfants et de permettre à chaque pensionné d'envisager sereinement sa dernière tranche de vie. Tel est l'esprit même de l'article 9 de la Loi du 13 juillet 1983.

Concernant l'action sociale au ministère, SOLIDAIRES FINANCES sera vigilante quant à son maintien mais aussi son développement (car les besoins sociaux augmentent et de nouveaux apparaissent).

Pour ce faire, l'action sociale doit disposer de moyens financiers matériels et humains et de structures de gestion adaptées.

#### **Concernant la restauration:**

SOLIDAIRES FINANCES est particulièrement attachée à une restauration collective de qualité, respectueuse de l'environnement, de proximité, à des tarifs sociaux, considérant qu'elle est un élément incontournable des conditions de travail et qu'elle peut répondre à la problématique de santé publique que constitue l'alimentation des agents et agentes. SOLIDAIRES FINANCES revendique une AGRAF partout et pour tous et toutes.

Plus particulièrement, concernant le site Argonne, SOLIDAIRES FINANCES n'a cessé d'interpeller à plusieurs reprises le CHSCT, le CTL de la DRFIP PARIS, ainsi que le CDAS sur les problèmes de restauration du site. Les représentants de SOLIDAIRES FINANCES du CDAS ont adressé à ce sujet deux courriels en date des 20 septembre et 8 octobre 2018 à la DRFIP de Paris pour lesquels aucune réponse n'a été apportée. La convention actuelle avec ELIOR devrait prendre fin en février 2019. Quelle suite est envisagée pour la restauration collective de ce site d'Argonne ? L'AGRAF ne serait pas opposée à la reprise si les contraintes juridiques le permettent. SOLIDAIRES FINANCES espère vivement une issue rapide et la plus satisfaisante possible pour les personnels travaillant sur le site d'Argonne.

SOLIDAIRES FINANCES reste également vigilante concernant la réhabilitation du restaurant du site de St Sulpice, toujours en attente de travaux.

#### **Concernant le logement**

Le parc ALPAF mis à disposition des agents et agentes en Île-de-France est insuffisant pour répondre aux besoins. SOLIDAIRES FINANCES note également le faible taux de rotation des logements qui ne risque pas de s'améliorer au fil des ans, au vu des nouvelles règles de gestion des personnels. Pour faire face à cette situation, des moyens financiers doivent être donnés à ALPAF afin que celle-ci puisse réserver des logements en adéquation avec cette évolution.

#### **Concernant les aides à la parentalité :**

Nous exigeons que le Ministère ait une politique offensive de réservation de places en crèches et qu'il augmente substantiellement le nombre de berceaux, notamment sur les arrondissements du nord et nord est parisien où se situe la majorité des logements sociaux.

#### **En conclusion :**

Nous considérons que le budget alloué aux politiques sociales ne correspond pas suffisamment aux besoins exprimés par les agents et agentes. La baisse constante des effectifs, les restructurations de toute nature, les suppressions de services les fragilisent dans leurs conditions de travail.

SOLIDAIRES FINANCES affirme encore et toujours que l'action sociale permet de retrouver du lien social de diverses manières et aide les agents et agentes à mieux supporter leurs difficultés quotidiennes, personnelles ou professionnelles.

Pour SOLIDAIRES FINANCES une action sociale de qualité et efficace est une action sociale qui dispose de véritables moyens humains et financiers.